

Vive la mondialisation de la contestation sociale !



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

www.npa2009.org

**RIVE
DROITE**

**12 novembre
2019**

« Liban, Chili, Hong Kong, Soudan... Pourquoi le monde est-il en train de se soulever ? » demandait France Info à une historienne des révolutions qui expliquait que « La population est prête à accepter un certain nombre de sacrifices, financiers, économiques, sociaux... Mais arrive un moment où le sacrifice supplémentaire est perçu comme inacceptable, illégitime et injuste. C'est à ce moment que se fait la rupture et la bascule. »

Oui, des Gilets jaunes en France à l'Iran, l'Algérie ou le Chili, le monde est dans un moment de bascule.

Des millions de travailleurs chiliens sont entrés en lutte contre l'augmentation du ticket de métro mais c'est une contestation du régime et des classes dominantes qui éclate dans tout le pays. Au Liban, la protestation aujourd'hui quasi insurrectionnelle est partie de l'augmentation des taxes sur l'essence, le tabac et whatsapp. En Irak, 20 millions de jeunes de moins de 20 ans font face au chômage massif, à l'absence d'électricité, et à la violence d'un pouvoir corrompu dont la répression a fait plusieurs centaines de morts.

La jeunesse, les travailleurs, les classes populaires se mobilisent sur tous les continents, pays « riches » ou pauvres.

Aux USA, 50 000 travailleurs de General Motors ont mené 5 semaines de grève touchant 50 usines. La direction a cédé (augmentations et ratrapages des salaires, bonus de 11 000 dollars), dans un climat de crainte de généralisation des grèves. Celle des enseignants qui a duré plusieurs mois est en train de reprendre.

Une même révolte contre les inégalités et pour la démocratie

Chaque mobilisation a ses caractéristiques, mais partout la révolte accuse le capitalisme.

La contestation vise les Etats et les gouvernements au service des multinationales et de la finance, les dirigeants politiques, la corruption, le luxe des classes dominantes.

La répression sanglante ne peut pas écraser la conscience que le problème, c'est le système, le capitalisme qui fait payer sa faillite aux travailleurs, à la jeunesse, aux classes populaires et qui détruit l'environnement.

Bataille des retraites : s'y mettre tous ensemble !

Ici aussi une bascule est en cours. Après les Gilets jaunes, les luttes à la RATP, aux Urgences, à la SNCF témoignent de la profondeur de la colère, du ras-le-bol, de la détermination.

Des luttes s'engagent sans préavis, sans attendre de consigne syndicale, les salariés prennent eux-mêmes leurs luttes en main. Et de nombreux militants préparent la grève du 5 décembre contre la casse des retraites pour en faire une première étape vers un mouvement d'ensemble.

Macron l'a compris et change de ton : « Je n'aurai aucune forme de faiblesse ou de complaisance ». Mais la révolte est en train de s'élargir, de s'approfondir.

Dans ces mobilisations, des jeunes, des travailleurs, des militants en organisant leurs luttes, posent le problème de qui dirige la société, pour quels intérêts, la perspective d'une révolution pour les droits sociaux et la démocratie.

Ces questions se posent à l'échelle internationale, qui dirige le monde ? Les multinationales et la finance, ou les travailleurs de tous les pays, la jeunesse, les classes exploitées, celles et ceux qui font tourner la société ?

CENON : Christine HERAUD / 06 87 03 05 29 / cenon@npa33.org

LORMONT : Mónica Casanova / 06 84 38 98 48 / lormont@npa33.org / Mairie de Lormont, rue André Dupin, 33310 Lormont

NPA33 99 rue Camille Sauvageau 33800 BORDEAUX / 07 83 64 43 49 / www.npa33.org / contact@npa33.org

Le 5 décembre, en grève contre la casse des retraites !

Comme toutes les réformes sur les retraites depuis 30 ans, celle de Macron-Delevoye n'a d'autre but que de repousser l'âge de départ tout en baissant les pensions notamment avec un calcul par points sur l'ensemble de la carrière.

L'objectif est clair : la casse de la retraite, de la sécurité sociale, de la santé, des services publics en général, casse largement mise en œuvre par tous les gouvernements précédents de gauche comme de droite. Nous ne pouvons compter que sur notre résistance et nos luttes pour empêcher ces nouveaux reculs.

Alors le gouvernement s'inquiète car face à cette prétendue réforme, la journée de grève du 5 décembre à l'origine lancée par l'intersyndicale de la RATP, est non seulement reprise par la CGT, FO, FSU mais aussi par de nombreux syndicats d'entreprises, des Unions locales, départementales, des fédérations et des organisations de la jeunesse.

Faisons de la grève du 5 décembre le point de départ d'une riposte d'ensemble pour mettre un coup d'arrêt à cette attaque ! Et organisons-nous pour préparer la suite, la grève reconductible pour imposer nos intérêts !

Tout va bien pour le groupe Bénéteau...

Le mois dernier, les résultats annuels pour 2018-2019 ont été publiés. Au 31 août, le chiffre d'affaire est de 1,33 milliard d'euros, en hausse de 3,8 % dont 1,14 milliard pour les bateaux (+4,6 %). Les dividendes ont augmenté de 36,3 % (25 millions contre 18,4 pour l'exercice précédent) alors que l'impôt sur les sociétés lui, a diminué de 15,6 % (de 32,4 à 27,4 millions).

C'est le résultat du plan «*Transform to perform*» initié en mars 2018 avec pour objectif une croissance entre 8 et 8,5 % et une rentabilité accrue. Ce qu'ils appellent «*optimisation de l'utilisation de la capacité de production*» est en réalité une augmentation des cadences avec pour conséquence la dégradation plus importante encore de nos conditions de travail.

Ici, le transfert de la production de monocoques en Italie va permettre d'augmenter la production en transformant Bx 5 en un Bx 2 bis, le tout s'accompagnant de la mise en place du Lean, une méthode de management des plus agressives. Déjà, «*des foyers de perte ou de contre-performance sont clairement identifiés et les plans d'action sont en cours d'exécution*». Pas besoin de grand discours pour savoir ce que cela veut dire même s'ils attendent avril prochain pour dévoiler leur nouveau plan.

...et pour son ancien Directeur Général

H. Gastinel a été remercié le 15 juin mais il n'est pas parti les mains vides. Il cumule les indemnités. Lié par une clause d'une durée de 15 mois, il continue à recevoir une indemnité de non-concurrence égale à sa rémunération fixe et variable.

En 2018, il a reçu 18 750 actions gratuites qu'il conserve et touchera donc des dividendes. Pour l'exercice de ses fonctions du 1er septembre 2018 au 15 juin 2019, c'est-à-dire un peu plus de 9 mois, Mr Gastinel touchera 150 000 € brut (sous réserve d'un vote favorable de l'Assemblée Générale qui n'est qu'une simple formalité). D'autre part sa rémunération sur la même période est de 344 495 € brut. Et pour que ses fins de mois soient moins difficiles s'ajoute une indemnité transactionnelle égale à 2 mois de salaire (fixe et variable).

Des cadeaux royaux pour l'ancien directeur, des miettes pour nous !

Assez de primes bidons, pour de vraies augmentations de salaires !

Pour les 3 derniers mois de l'année, on nous a agité une carotte : une prime de 300 € brut mais sous certaines conditions. 3 critères ont été retenus : les accidents du travail, le «*présentisme*» et la non-production. Les objectifs à atteindre étaient définis bâtiment par bâtiment. Dès le départ, les dés étaient pipés et obtenir les 300 € était impossible. Aucun bâtiment n'a atteint les objectifs de non-production et donc personne n'a eu la prime en entier.

Tout était prévu pour payer le moins possible : le choix des critères, le mode de calcul (3 objectifs atteints : 100 % de la prime, 2 : 50% et un seul : 15 % de la prime). Concrètement cela veut dire une prime de 150

ou 45 € brut sur les 300 de départ. Pour les collègues dont la prime était de 45 €, à la demande des délégués du CSE, elle a été augmentée à 100 € mais la direction impose une condition supplémentaire, aucune absence pour la toucher. Elle pousse la perversité jusqu'à considérer une journée prise (sur le compteur temps et accordée par la hiérarchie) comme une absence.

Des primes comme ça, on n'en veut pas. Ce sont de vraies augmentations de salaire qu'il nous faut : 300 € de plus chaque mois et au moins 1 800 € net pour vivre décemment. Avec tous les profits dont ils se vantent c'est possible et il est urgent de prendre l'argent là où il est.